

Le Printemps de Prague, 1968

La période de libéralisation et de démocratisation du système socio-politique tchécoslovaque dite Printemps de Prague a été préparée dès le début des années soixante. À partir de 1961, le pays subit en effet une crise sans précédent : le système d'économie extensive, calqué sur celui de l'U.R.S.S., ne convient plus à ce pays industrialisé ; de 1961 à 1965, le taux de croissance stagne puis baisse, de même que les salaires. En janvier 1965, une importante réforme économique réhabilite les notions de rentabilité et de déconcentration, mais ses effets sont limités par l'action des bureaucrates qui refusent de laisser un pouvoir quelconque aux techniciens. Ces oppositions sont diverses et soudées entre elles par le refus du stalinisme des années cinquante. Il aura en effet fallu attendre 1962-1963 pour qu'une déstalinisation timide prenne corps en Tchécoslovaquie. La réforme économique et la liberté d'expression deviennent alors indissociables.

Le Printemps de Prague commence en 1967 par une révolte des intellectuels. Les écrivains, réunis en congrès en mai-juin, réclament la liberté d'expression. Le pouvoir monopolisé depuis 1956 par Novotny, à la fois premier secrétaire du Parti communiste et président de la République, réagit de manière brutale. En octobre, les étudiants sont durement réprimés par la police alors qu'ils manifestaient pour des revendications matérielles ; Novotny traite de « nationaliste bourgeois slovaque » le secrétaire du Parti communiste slovaque, Alexander Dubcek, qui réclamait un plus grand contrôle des Slovaques sur leurs richesses. Ce plenum du comité central reprendra en décembre-janvier, les oppositionnels sachant attendre et s'organiser. Novotny, lui, accumule erreur sur erreur (tentative de coup de force déjouée par les officiers libéraux, visite intempestive d'un Brejnev rassuré par Dubcek). Le 5 janvier 1968, le présidium élit Dubcek en remplacement de Novotny au premier secrétariat ; Dubcek s'entoure de centristes prudents, double le présidium d'une « commission préparatoire » émanant de la base et organise des conférences régionales. Novotny attaque ouvertement, devant les ouvriers, les « forces de droite » et les intellectuels, ce qui porte le débat dans les usines où les techniciens et les vieux communistes font alliance avec les travailleurs, d'où les comités d'entreprise pour la liberté de la presse et la victoire des libéraux dans les syndicats. Le 25 février, le général Sejna, ami intime du fils du président Novotny, s'enfuit aux États-Unis avec de l'argent volé et des documents. La mesure est comble : les syndicats et la jeunesse, forces les plus avancées, réclament la démission du président. Elle est obtenue le 22 mars ; une semaine plus tard Novotny est remplacé par Svoboda, vieux héros national, ami de l'U.R.S.S. et victime des purges.

L'équipe Dubcek abolit la censure, réhabilite les victimes des procès et prépare la transition de l'étatisation à la socialisation par un système de cogestion avec l'État ainsi que par la fédéralisation du pays (« Programme d'action du Parti communiste tchécoslovaque » adopté en avril), la « révolution froide » du palais gagne la rue en passant par le remplacement des hommes du passé dans tous les corps intermédiaires. Dès mars, les attaques des Soviétiques et de la République démocratique allemande, qui tentent de freiner Dubcek et de le couper des éléments les plus avancés, créent dans l'opinion un extraordinaire rassemblement autour des leaders du Printemps doués d'une personnalité souvent très attachante (Dubcek, Smrkovsky). Sous la pression de la « gauche » portée par l'opinion, le comité central décide de convoquer un congrès pour le 9 septembre, mais le lendemain de cette décision, les troupes du pacte de Varsovie commencent leurs manœuvres en Tchécoslovaquie. Le 27 juin, une centaine de personnalités de toutes origines publient le Manifeste des Deux Mille Mots qui réclame la liquidation rapide de l'ancien régime et la mobilisation populaire contre les ennemis intérieurs et extérieurs dès avant l'été. Dubcek les laisse faire, tout comme il laisse s'organiser l'autogestion qui gagnera un tiers des entreprises, alors que la population accepte de travailler le samedi et de donner son or à la République. Des centaines d'associations culturelles, nationales, politiques naissent ou renaissent et s'affilient en grand nombre au Front national. Le 17 juillet, les Cinq (U.R.S.S., R.D.A., Pologne, Hongrie, Bulgarie, la Roumanie étant absente) envoient de Varsovie une lettre d'admonestation, rappelant les Tchécoslovaques au monolithisme et leur enjoignant de se défaire des « antisocialistes » du parti. À la fin du mois, Dubcek accepte à Cierna et à Bratislava d'écarter les bêtes noires des Soviétiques - les responsables des moyens de communication de masse, de l'économie et du ministère de l'Intérieur - ainsi que de rétablir une censure partielle. Le 20 août au soir et les jours suivants, 600 000 hommes des armées des Cinq envahissent le pays. La résistance passive de toute la population les oblige à passer un compromis avec Dubcek, et ce sont les accords de Moscou du 16 octobre. Progressivement, les « normalisateurs » gagnent de l'influence dans l'appareil du parti et de l'État. Le 17 avril 1969, le contre-printemps froid est réussi : les hommes de 1968, Dubcek en tête, perdent leurs fonctions.

